

<http://divergences.be/spip.php?article92>



# Les habits fripés de l'antilibéralisme

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2006 - N° 2 (June/Juin 2006) - 2- Economie/Economy -

Date de mise en ligne : mardi 30 mai 2006

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

Se déclarer antilibéral est du dernier look à la « gauche de la gauche ». C'est devenu un titre tellement usité qu'il n'a plus besoin, hélas, d'être défini.

« Vous êtes antilibéral ? Ah bon, je vois où vous vous situez, et pas tout à fait ce que vous proposez ! » En fait on ne voit pas grand-chose ou plutôt on voit ce que l'on veut bien voir.

La langue de bois n'est hélas pas l'apanage de la Droite ou des Gauches officielles, elle a largement pénétré dans les sphères du politique qui fondait son originalité sur sa dénonciation.

L'éclaircissement en politique c'est comme le ménage, il faut le faire tous les jours... ou presque.

### **LES HABITS NEUFS DU LIBERALISME**

Le système marchand est fondé sur la valorisation du capital et sa libre circulation. Ca c'est le principe. Celui-ci s'est décliné de différentes manières en fonction des époques, des rapports de forces et des circonstances.

Dans sa forme primitive, au 19e siècle le développement du capital s'est fait dans le cadre de l'Etat-nation qui le protégeait. C'est l'époque des grandes puissances industrielles, jalouses de leur indépendance et défendant farouchement leurs « intérêts économiques ». Les « capitaux nationaux » n'hésitent pas à demander aide et protection à leurs états respectifs quand leurs intérêts sont menacés... quitte à déclencher des conflits connus de toutes et tous... mais ils demeurent jaloux de leur indépendance quand il s'agit des « affaires ».

Cette indépendance a eu deux conséquences non négligeables : une réaction des salariés qui ont combattu pour imposer des revenus et des conditions de travail « décentes » et la « grande dépression » du début des années trente.

Ce que certains appellent abusivement la « révolution keynésienne » est revenue non sur les fondements du système marchand, mais au contraire a intégré pour le sauvegarder les nouvelles conditions : le poids des groupes de pression syndicaux et la nécessaire intervention de l'Etat pour corriger et rationaliser le fonctionnement de la machine économique. Cette conception a tenu jusqu'aux années 70.

La mondialisation marchande a fait mordre la poussière à l'interventionnisme keynésien qui voyait dans, un « monde fermé » (quelques grandes puissances seules maîtresses de l'économie-monde) l'intervention des pouvoirs publics comme élément régulateur de leurs économies, les seules qui comptaient. Les contraintes de rentabilité, la mondialisation des marchés et la volonté des Etats de garantir ce qui fonde le système marchand, la valorisation du capital ont rendu obsolètes l'interventionnisme de ceux-ci. Le marché a été alors déclaré le seul mécanisme de régulation de l'ensemble du système. Les Libéraux prenaient leur revanche, leur pouvoir n'avait plus de limites pas plus que leur champ d'expérimentation... c'était et c'est la planète.

### **UNE STRATEGIE AU RABAIS**

Face à cette évolution, on a assisté à une capitulation totale des « interventionnisme », en particulier la tendance social démocrate. Celle ci, sans le dire explicitement, et en prenant maintes précautions sémantiques, s'est ralliée au libéralisme ambiant... ce que l'on appelle aujourd'hui le social libéralisme.

Face aux dégâts et aux perspectives peu reluisantes qu'offre celui-ci, une frange non négligeable de l'opinion publique a réagi contre cette tendance... abandonnant par la même la critique fondamentale du système marchand, d'une certaine manière, lâchant la proie pour l'ombre ce qui convenait et convient parfaitement aux forces politiques qui ont « trahi » l'idéal du changement de rapport sociaux.

En effet, l'antilibéralisme se fonde essentiellement sur une vision dite « réaliste » de la société et de son fonctionnement, en d'autre terme une vision « conservatrice » qui consiste à dire « puisqu'il en est ainsi, on ne peut rien y faire, donc adaptons nous » En fait la critique anti libérale porte sur une contestation des conséquences et pas des causes. Un tel raisonnement peut donner l'impression de la radicalité, il suffit de choisir des mots durs pour s'exprimer... le problème c'est que derrière les mots il n'y a rien, ou pas grand-chose.

Il n'y a aucune contradiction à être contre le libéralisme et pour le système marchand. Etre antilibéral ne veut pas dire contester le système marchand dans son principe. Ce n'est absolument pas remettre en question le salariat fondé sur le statut marchandise de la force de travail, fondement même de l'exploitation du salarié. Ce n'est pas non plus remettre en question les principes de la valorisation du capital, le pouvoir des actionnaires, les principes de rentabilité aboutissant aux restructurations, aux délocalisations, à l'exclusion et à la pauvreté.

Etre antilibéral c'est finalement vouloir réguler le système marchand, faire en sorte qu'il soit supportable, acceptable, c'est trouver des politiques économiques qui garantissent la paix sociale entre les salariés qui vendent leur force de travail et les actionnaires qui spéculent... bref revenir à un régulationnisme et interventionnisme keynésien.

L'antilibéralisme permet de faire « passer à la trappe » la critique radicale du système marchand en ne s'en tenant qu'aux apparences, c'est-à-dire à ce qui choque le plus les gens à qui l'on s'adresse... et l'on en arrive à déclarer des choses du genre : « Contre les licenciements, votons des lois qui les interdisent »... ce qui est parfaitement illusoire et démagogique.

La « critique » anti libérale peut se résumer par ces simple mots : « il n'y a qu'à... », réduisant ainsi la stratégie de changement social à une simple prise du pouvoir politique par les soit disant « anti libéraux ». On sait ce que cela donne !

Dans un monde de communication où tout n'est qu'apparence, l'antilibéralisme devient ainsi un excellent produit de marketing politique. Il permet en effet de développer de manière efficacité une « radicalité » à bon compte, surtout dans un monde où la doctrine officielle est le libéralisme à outrance, appelée par les « antilibéraux », l'ultralibéralisme, et où la critique du système marchand et la pertinence des stratégies alternatives laissent plus qu'à désirer.

L'anti libéralisme devient le drapeau d'une contestation soft, celle qui allie la superficialité de l'analyse à l'incapacité de la pratique. Celle qui permet d'être antilibéral quand on est dans l'opposition et « social-libéral » quand on est au pouvoir... il suffit alors de saupoudrer des mesures libérales de quelques artifices « sociaux ».

La Gauche, même celle qui se dit « anti libérale » (quoique toutes les tendances sans réclament sans rire) est bien évidemment incapable de tenir ses promesses d'antilibéralisme... Encore faudrait-il, pour qu'elle soit cohérente avec ses propos, qu'elle incite, qu'elle fonde son action, qu'elle fonde son analyse et son projet politique sur des pratiques nouvelles de relations sociales... ce qui n'est bien sûr pas le cas.

L'anti libéralisme ne saurait constituer un drapeau pour celles et ceux qui veulent un changement de rapports sociaux. Malgré ses contorsions sémantiques, l'antilibéralisme reste dans le cadre du système marchand qu'il est incapable de dépasser. Ceci a une implication directe sur la stratégie des forces antilibérales : elles lorgnent vers

## Les habits fripés de l'antilibéralisme

---

une prise de pouvoir, dans le cadre du système marchand pour le réformer. Pour cela, un succès électoral est essentiel pour mettre en place les « bonnes politiques » et les « bonnes décisions ».

Patrick MIGNARD